

Les racines politiques de la crise de l'Euro

Amandine Crespy

Professeure assistante de science politique & études européennes

CEVIPOL/Institut d'Etudes Européennes

Université Libre de Bruxelles

Trois idées reçues



Ceci n'est pas une crise de l'Euro

Trois idées reçues

- L'euro comme monnaie internationale crédible
 - En passe de supplanter le dollar au début des années 2000
- Monnaie de réserve
 - Reste la deuxième monnaie dans le monde
- Fluctuations et baisse du dollar
 - Due aux mauvaises performances des USA
- Yuen sous-évalué
 - Politique des autorités chinoises
 - >> l'euro reste fort dans la tempête

Trois idées reçues



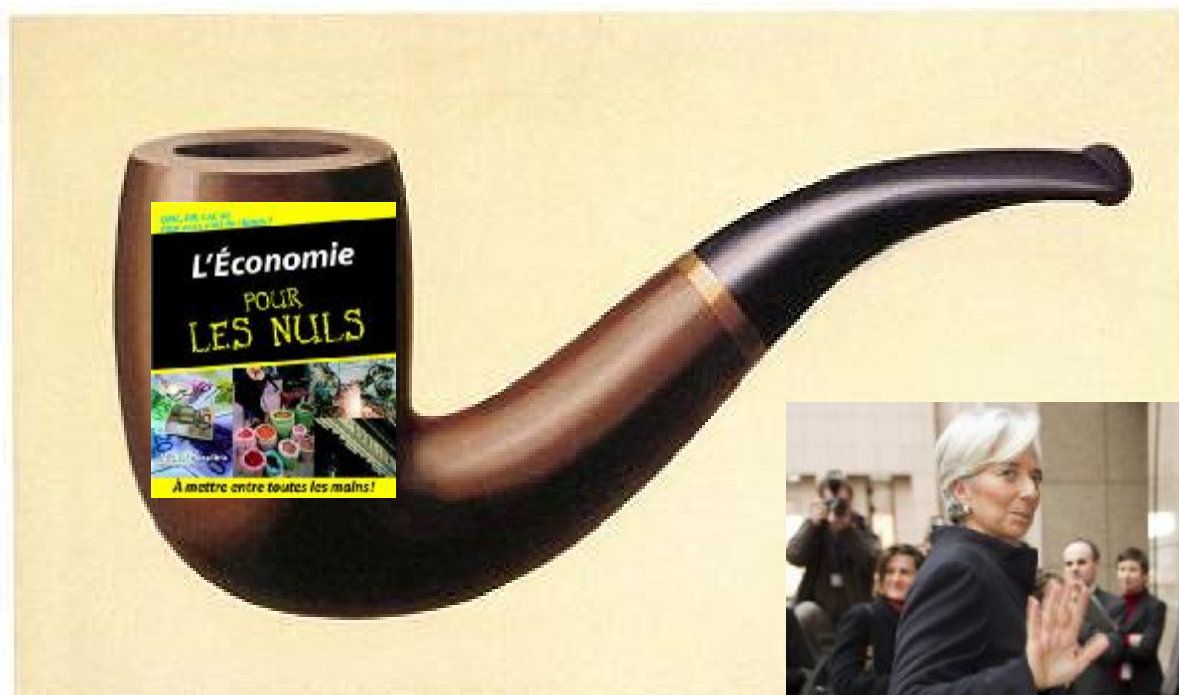
Ceci n'est pas une crise européenne

Trois idées reçues

- Crise des *Subprimes* aux USA = endettement privé
- Provoque un endettement public en Europe et ailleurs

	Opération des banques garanties par l'Etat	Aide à la recapitalisation des banques	Aide aux marchés financiers	Baisse des taux d'intérêts
France	320 milliards d'euros	40 milliards d'euros		
Allemagne	400 milliards d'euros	80 milliards d'euros		
Grande-Bretagne	320 milliards d'euros	64 milliards d'euros		
Suisse		recapitalisation de l' UBS par l'État pour 3,9 milliards d'euros et fonds d'achat d'actifs bancaire pour 40 milliards d'euros		
Inde			9 milliards d'euros	
Chine				X
Arabie saoudite		30 milliards d'euros		X

Trois idées reçues



Ceci n'est pas une crise économique

Trois idées reçues

- Endettement grec comme cas extrême
 - Tricherie sur les comptes publics
 - < 3% PIB européen
- Sur-réaction des marchés
 - Crédit accordé aux agences de notation
 - Indépendamment des réalités économiques (Belgique, Italie, France)
- USA
 - Perte du triple A en août
 - \$15 033 milliards = 99,6% PIB (55% en 2000)
 - Alabama = 2% du PIB US, une majorité d'adultes vivent d'aides sociales > problème négligeable

Une crise politique

- Un manque fondamental de confiance dans le projet européen
 1. UEM de 1992 comme construction éphémère
 2. L'absence de légitimité politique/soutien populaire
 3. La mauvaise gestion politique de la crise

La non-viabilité de l'UEM en l'état

- Création de l'euro en 1992
 - Compromis franco-allemand
 - Plus d'intégration vs adoption du modèle monétariste
- Une première étape
 - Eurozone n'est pas une zone monétaire optimale
 - Construction déséquilibrée
 - Centralisation de la politique monétaire
 - Pas de coordination macro-économique
 - Pas de coordination fiscale

La non-viabilité de l'UEM en l'état

- L'illusion de l'immunité
 - Politiques fiscales et sociales immunisées de la politique monétaire européenne
 - Restent gérées de manière exclusivement nationale
- La réalité de l'interdépendance
 - Le marché commun
 - Compétitivité de l'Allemagne repose sur ses exportations intra-européennes
 - Libre circulation des capitaux
 - La monnaie unique
 - Impliquent les budgets nationaux
 - Politiques fiscales et sociales
- ∅ dynamique fonctionnelle: le *spill-over* (E. Haas)
- ∅ Pourquoi l'union monétaire n'a-t-elle pas évolué?

Une faible légitimité populaire

- Introduction de l'euro peu considérée
 - Business et groupes spécifiques > avantages
 - Vs l'immense majorité > inflation
- L'absence d'un discours de légitimation efficace
 - Avant 1989: guerre froide, paix, prospérité
 - Post-89: UE comme accélérateur ou protection face à la globalisation

= Discours ambigü et contrasté dans les différents pays
- ∅ Montée de l'euroscpticisme
- ∅ fin du consensus permissif > ère du dissensus contraignant (L. Hooghe & G. Marks)

Une faible légitimité populaire

- Réticences à poursuivre l'intégration
- Echec de la stratégie de Lisbonne
 - Stratégie globale et ambitieuse
 - Mais non contraignante!
- Focalisation sur la Constitution
 - Un traité sans projet
 - Qui a aggravé la crise de légitimité

Une mauvaise gestion politique de la crise

- Crise a dévoilé les faiblesses de l'UEM
 - Réaction/adaptation de la BCE
 - Cadre décisionnel trop lent
 - Inefficacité des mesures de coordination existantes
 - Persistance d'un clivage Nord/Sud
- L'absence de vision commune
 - Intransigeance allemande: pas de *Transfer Union!*
 - Convergence partielle avec la France
 - > Persistance d'un manque de confiance des marchés

Une mauvaise gestion politique de la crise

- Un leadership franco-allemand problématique
 - Triomphe de la politique intergouvernementale
 - “concerts des nations”
 - Marginalisation des oppositions/opinions publiques
 - Marginalisation des institutions européennes
 - Exclusion des autres Etats-membres
 - Causes
 - Deux puissances de la zone euro
 - Pas de leadership alternatif
 - Conséquences
 - Élités nationales en porte-à-faux
 - Pas de réponse à la contestation populaire
 - Risque de rébellion contre le joug “bruxellois”
 - Résurgence de la germanophobie
- > Démocratie européenne en péril

Conclusion

- En Europe:
 - L'interdépendance est là
 - Il faut inventer de nouveaux outils de solidarité
 - solutions actuelles ne vont pas assez loin
- Au-delà de l'Europe (Guido Goldman, Directeur des études germaniques et fondateur du Centre d'études européennes de Harvard University)
 - une crise de la société post-industrielle
 - une crise du capitalisme global
 - une crise de la démocratie occidentale